

Bruxelles, le 20 octobre 2005

Moderniser l'Europe pour relever les défis de la mondialisation et du vieillissement démographique

L'Europe doit réformer et moderniser ses politiques pour préserver ses valeurs. La modernisation est essentielle si l'Europe veut continuer à jouir de ses niveaux historiquement élevés de prospérité, de cohésion sociale, de protection de l'environnement et de qualité de la vie. Le rapport de la Commission européenne sur «les valeurs européennes dans un univers mondialisé», qui constitue sa contribution au sommet informel des chefs d'État et de gouvernement qui se tiendra le 27 octobre au Royaume-Uni, souligne que si nous ne sommes pas capables de changer, les forces de la concurrence mondialisée, l'impact des nouvelles technologies et le vieillissement démographique vont remettre en question notre succès économique et la viabilité financière de nos systèmes sociaux (retraites, prestations sociales et santé). Il est donc particulièrement urgent d'avancer dans les réformes économiques et de moderniser nos systèmes sociaux.

«Le status quo n'est pas une option» a déclaré M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne. «Il s'agit de savoir quel type d'Europe nous souhaitons pour nos enfants et combien nous sommes prêts à payer pour l'avoir. Une Europe conforme aux attentes et aux valeurs de nos citoyens, telles la justice sociale ou la qualité de la vie, est à notre portée. Si nous agissons ensemble au niveau européen, nous pouvons offrir un avenir à l'Europe. Notre maître mot doit être: agir pour traduire concrètement nos promesses en matière de modernisation»

Le rapport de la Commission européenne, adressé aujourd'hui aux dirigeants de l'Europe, évalue la dimension des défis auxquels l'Union européenne est confrontée. Il n'existe pas de modèle social unique en Europe, et les Européens bénéficient de systèmes nationaux diversifiés, reflétant leurs traditions et préférences. Ces systèmes sont cependant fondés sur des valeurs européennes communes. Le rapport observe que l'Europe ne pourra relever avec succès ces défis que si les États membres modernisent leurs systèmes de retraite, de santé et d'éducation. Grâce à cette modernisation, leurs citoyens seraient mieux armés pour faire face à l'impact des nouvelles technologies et de la mondialisation sur leurs vies.

Aucun État membre ne peut se targuer d'avoir toutes les réponses, mais certains ont mieux réussi que d'autres et fait diminuer le chômage tout en maintenant un niveau élevé de protection sociale. Les États membres pourraient ainsi apprendre les uns des autres lorsqu'ils adapteront leurs systèmes aux futurs défis financiers et aux évolutions constatées au niveau de la société, du monde du travail aux structures familiales.

Le rapport de la Commission européenne considère que les politiques actuelles n'ont pas encore permis de garantir à tous la justice sociale. Beaucoup reste à faire pour s'attaquer à un chômage touchant 19 millions de personnes, à la persistance de la pauvreté infantile et aux inégalités croissantes en matière de niveau de vie.

La mondialisation n'est pas un phénomène nouveau, même si la vitesse actuelle du processus est extraordinaire. Si elle soulève bien des inquiétudes, nous devons garder à l'esprit qu'elle est le produit de la volonté de milliards de gens d'améliorer leurs conditions de vie, pour eux et pour leurs familles. Si les tendances démographiques actuelles se poursuivent, l'Union européenne sera à la fois plus petite et plus vieille en 2050, avec 48 millions de personnes de 15 à 64 ans en moins et 58 millions de plus de 65 ans en plus.

Le rapport énumère les moyens par lesquels l'Union, par un travail en commun aux niveaux communautaire et nationaux, peut répondre à ce défi : un nouvel engagement à concrétiser les réformes promises, de nouvelles mesures de niveau national pour s'attaquer aux problèmes de la mondialisation comme la création d'un Fonds d'ajustement à la mondialisation, et de nouvelles modalités de renforcement des partenariats en faveur du changement passés avec les États membres dans des domaines comme l'énergie ou la recherche – et visant entre autres à renforcer la coordination des politiques économiques ou à doter les travailleurs des compétences et de la formation requises par une économie fondée sur la connaissance.

Le sommet informel de la semaine prochaine offre une plate-forme idéale pour forger un consensus, prendre conscience des intérêts communs, tirer les leçons des succès et des échecs de chacun, et convenir d'une stratégie commune cohérente.